

## 2 Politique

## Activités du VPR

## Des entrepreneurs chinois chez Maganga Moussavou

J.-C.A

Libreville/Gabon

**LES** responsables du Groupe chinois "China Construction First Group LTD", spécialisé dans le BTP, sont dans nos murs, à l'invitation des plus hautes autorités du pays. Ils ont été reçus, hier, en audience par le vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou. Occasion pour le VPR de dire à ses hôtes que le Gabon a de grands besoins en termes d'infrastructures communautaires. Et qu'il souhaiterait que la collaboration qu'il entreprend avec cette société permette la réalisation des

projets envisagés par l'Etat. Ainsi en est-il de la route Ovan-Makokou, la finition du stade omnisports Omar Bongo abandonné avant la fin des travaux par l'entreprise adjudicataire, l'érection de palais des sports à l'intérieur du pays, la construction de logements sociaux et d'universités dans les chefs-lieux de province, etc. A ces infrastructures s'ajoutera la construction de ponts en béton sur les routes départementales, avec une mention spéciale pour le pont qui devra permettre le désenclavement de la ville de Gamba.

En réponse à toutes ces propositions, les entrepreneurs chinois se sont dit très honorés de la confiance qui leur est faite



Photo : AAOIOMIO

Une phase des échanges entre le VPR et les entrepreneurs chinois.

pour la réalisation d'ouvrages d'importance au Gabon. Toutefois, ils ont tenu au préalable à présenter leur entreprise, afin que

le VPR se fasse une idée de son importance et de son savoir-faire.

Ainsi, "China Construction First Group LTD" pointée à

la quatrième place mondiale sur cinq cents entreprises spécialisées dans le domaine de la construction. Elle a ainsi construit

le gratte-ciel le plus haut de Chine, réalisé vingt quatre aéroports et construit des centaines d'universités et d'hôpitaux dans ce pays. En 2017, elle a remporté une série de marchés d'une valeur globale de 35 milliards de dollars US, etc.

A ce titre et au regard des relations séculières qui unissent leur pays au Gabon, ils se sont déclarés tout disposés à élargir cette coopération en participant à la réalisation des grands projets qu'initie notre pays. Aussi ont-ils déclaré être prêts à commencer le travail dès que l'accord sera acté. Ils devront incessamment être reçus par le chef de l'Etat pour, semble-t-il, la phase de concrétisation des termes de l'accord.

## Législatives 2018/Répartition des sièges de députés

## Moukagni Iwangou attaque l'Ordonnance

O'. N. &amp; C. O.

Libreville/Gabon

**Le président du parti "Union et Solidarité" (opposition), Jean de Dieu Moukagni Iwangou, a animé une conférence de presse, mercredi, au cours de laquelle il a revisité l'ordonnance N°000/PR/2018 du 26 janvier 2018 portant fixation et répartition des sièges de députés par province, par département et par commune. Selon lui, "sur le plan de la forme, la contrariété des motifs à elle seule suffit pour exposer cette ordonnance à la sanction de la nullité..."**

**L'ORDONNANCE** N°000/PR/2018 du 26 janvier 2018, portant fixation et répartition des sièges de député par province, par

département et par commune était le principal point à l'ordre du jour de la conférence de presse animée par Jean de Dieu Moukagni Iwangou, le président du parti "Union et Solidarité" (US), membre de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) de Jean Ping. Il était question pour lui d'apporter la preuve que ledit texte comporte des manquements préjudiciables à la sincérité et à la transparence lors des prochaines élections législatives.

C'est ainsi que, se basant sur certaines dispositions de ladite loi, il a dégagé des contradictions. "A la lecture des dispositions des Articles 3 et 4, a-t-il dit, l'Ordonnance N°0003 se contredit à propos du nombre de sièges attribués à Libreville, notamment 12 à



Photo : M.A.M./L'Union

Jean de Dieu Moukagni Iwangou lors d'une précédente sortie.

l'Article 3 et 10 à l'Article 4". Et de poursuivre : "Sur le plan de la forme, la contra-

riété des motifs à elle seule suffit, pour exposer cette ordonnance à la sanction de

la nullité, sans qu'il soit besoin d'aller plus avant".

Le président de US estime que ce texte est "un modèle d'iniqité qui ajoute aux anomalies, toute la question de l'honnêteté des élections législatives". Pour Jean de Dieu Moukagni Iwangou, cette loi est une "authentique forfaiture". Il soutient que "le gouvernement s'est ingénié, par petites touches, à cantonner les populations de Libreville, où se trouve la masse critique, dans des quotas de représentation minoritaires, et d'affecter à toutes les autres circonscriptions du pays, des quotas confortables". Ajoutant que "cette manœuvre est ensuite méthodiquement planifiée dans chacune des provinces du pays, toutes moins peuplées que Libreville, mais toutes mieux représentées."

En somme, le conférencier a dit que cet état de chose l'a déjà conduit devant la Cour constitutionnelle, parce qu'il estime que cette ordonnance est "contraire à la Constitution". Devant l'Assemblée nationale aussi. Il ne compte pas s'arrêter là puisqu'il promet d'aller, dans le même esprit, devant les chancelleries, les Nations unies, l'Organisation internationale de la Francophonie, la société civile et tous les corps intermédiaires, et devant le patronat.

Aussi, a-t-il appelé à une "large mobilisation transversale, autour du devoir d'honnêteté pour notre pays ; autour du devoir de vérité pour notre pays, parce que la vérité est en partage dans tous les camps politiques."

## Vie des partis/Installation des nouveaux responsables de l'UFPDG et UJPDG

## " Vous êtes le premier bureau de l'ère de la régénération et de la revitalisation "

R.H.A

Libreville/Gabon

**C'est en ces termes que le Secrétaire général du Parti démocratique gabonais, Eric Dodo Bounguendza s'est adressé aux promus**

**LES** responsables de l'Union des jeunes et de l'Union des femmes du Parti démocratique gabonais (UJPDG et UFPDG) ont été installés, hier, au cours d'une cérémonie qui a eu lieu au siège du parti, au quartier Louis, à Libreville. Ils étaient trente-six au total à prendre officiellement leurs fonctions. C'était en présence du secrétaire général (SG) du

PDG, Eric Dodo Bounguendza.

Celui-ci a fait part de sa disponibilité aux promus, chaque fois que le besoin se fera sentir. Il a invité les jeunes "à ne pas avoir honte d'appartenir au PDG", mais surtout, à plus de responsabilité dans les tâches qui sont désormais les leurs. "Vous êtes la flamme du parti. Ce que nous faisons aujourd'hui c'est pour vous. Emmener d'autres jeunes qui peinent à comprendre l'importance d'être au PDG. Tout ne peut pas être parfait. Quelque soit le pays au monde, il y a des réussites et des échecs. Vous êtes le premier bureau UJPDG de l'ère de la régénération et de la revitalisation. Vous devez nous apporter un nouveau souf-



Photo : ERIC LAPETHA

Chantal Mebaley se pliant au rituel de l'installation pour le compte de l'UFPDG.

fle", a argumenté Eric Dodo Bounguendza.

Nouvellement installée à la tête de l'UFPDG, Chantal Mebale a rappelé l'ensemble des actions menées par

le président de leur formation politique en faveur des femmes. Elle a évoqué, entre autres, l'adoption d'une loi instituant des quotas de 30% pour l'accès

des femmes aux élections politiques et aux fonctions supérieures de l'Etat ; l'institution d'une journée nationale de la femme gabonaise ; et la consécration de la décennie de la femme. "Le retour d'ascenseur devra s'inscrire en droite ligne du processus de revitalisation de notre parti", a-t-elle dit.

Elle a ainsi invité les siennes à s'investir dans un processus réel de remobilisation, par une présence permanente et active sur le terrain. Elle a poursuivi en rappelant "qu'il faut plus que jamais être au plus près de vos sœurs pour une action permanente d'explication et de pédagogie".

Pour sa part, le nouveau responsable de l'UJPDG, Marius Assoumou, a invité

les siennes à se tenir debout pour les échéances à venir. "Nous avons un mandat particulier, en ce sens qu'il prépare l'issue de la Présidence de 2023. C'est donc un mandat de proximité, d'action, de réalisation et d'actions concrètes qu'on peut voir et toucher", a-t-il souligné. Non sans exhorter les promus à une collaboration franche et de respect mutuel pour une réussite dans leurs actions respectives.

Au nom des membres du bureau national UFPDG installé, Sylvie Aubierge Ngoma a invité ses "sœurs" à "se mettre au travail dès maintenant" afin de pouvoir relever ce nouveau challenge que la hiérarchie du PDG leur a confié.